

## **Étude exploratoire du Centre d'expertise et de formation sur les intégrismes religieux, les idéologies politiques et la radicalisation (CEFIR) au Cégep Édouard-Montpetit. Phase 1 (Octobre 2020- Juin 2021)**

<http://cefir.cegepmontpetit.ca/>

La pandémie du virus COVID-19 qui a éclaté au début du mois de mars 2020 au Canada a forcé les différents gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral à instaurer des mesures de confinement sévères qui ont des effets anxiogènes sur l'ensemble de la population canadienne. Les premiers résultats d'une enquête canadienne (<https://bit.ly/3f9kgv3>) sur les impacts psycho-sociaux liés à la COVID-19 montrent que 25,5% des Canadiens souffrent d'un stress post-traumatique alors que 28,8% expérimentent de l'anxiété généralisée. Depuis le début de la pandémie, cette anxiété est alimentée par la diffusion massive sur les réseaux sociaux de fausses informations concernant le virus lui-même, mais aussi de critiques de plus en plus virulentes des mesures gouvernementales. Or, la même étude montre que la confiance envers les autorités est un facteur qui réduit les risques d'impacts psychologiques. La plupart du temps, ces critiques se basent plus sur des idéologies anti-autorités et conspirationnistes que sur des faits scientifiques. Ces idéologies sont produites par des influenceurs qui se présentent très souvent comme les représentants du « peuple », même si la plupart proviennent d'une nébuleuse de réseaux informels d'extrême-droite. Ces réseaux sont suffisamment efficaces pour nuire aux efforts des pouvoirs publics pour protéger la population de la maladie. Ces influenceurs estiment que l'éclatement de la pandémie vient non seulement confirmer leurs idéologies, mais aussi que cette dernière représente une chance extraordinaire d'accélérer l'effondrement des sociétés démocratiques. Sur le plan éducationnel, il est donc important d'intervenir pour contrer les discours anti-autorités et complotistes en ligne, car non seulement ils se répandent insidieusement dans l'imaginaire populaire, mais aussi plus spécifiquement chez les étudiants des cégeps du Québec qui ont perdu un contact direct avec leurs enseignants depuis le 12 mars dernier. D'ailleurs, l'étude citée ci-dessus montre que les théories du complot sont plus susceptibles de s'ancrer chez les jeunes. Nous proposons donc de mettre en place une veille permanente des discours anti-autorités et complotistes en lien avec la pandémie de la COVID-19, veille qui permettra de comprendre, grâce à l'analyse des données recueillies, les mécanismes de construction (origine et but) de ces discours, dans le but de développer une approche et des outils éducatifs innovants, en ligne, pour les professeurs et les intervenants du réseau des cégeps. Cette recherche permettra à ces derniers d'identifier et de déconstruire, avec les étudiants, les discours extrémistes face à la COVID-19 qui peuvent non seulement nuire à la cohésion sociale, mais aussi jusqu'à un certain point mettre en danger la vie des citoyens.

### **Description détaillée**

Depuis le début de la pandémie, certains chercheurs (Argentino et Amarasingam, 2020) ont tenté de catégoriser les différents types de théories conspirationnistes en lien avec la COVID-19. Ces derniers ont relevé cinq principaux types de théories de la conspiration en lien avec la pandémie : 1) les conspirations anti-gouvernementales ; 2) les conspirations de la COVID-19 comme arme biologique ; 3) les conspirations du contrôle social ; 4) les théories du chaos et 5) les théories à base religieuse. Les conspirations anti-gouvernementales émanent principalement des mouvements anti-autorités (Perry et Scrivens, 2018) dans lesquels on retrouve plusieurs réseaux d'individus qui contestent toutes les formes d'autorités de l'État sur leur personne au nom de principes légaux qui n'ont de valeurs juridiques qu'à

leurs yeux. Par exemple, ces derniers pensent que la pandémie serait le résultat d'une conspiration du gouvernement chinois découlant des ondes émises par les réseaux 5G qui émettraient des radiations toxiques. D'autres individus estiment que la Chine aurait construit le virus de toute pièce en laboratoire pour s'en servir comme arme biologique. Les théories du contrôle social postulent que la pandémie donne l'occasion aux divers gouvernements de contrôler les populations, restreignant ainsi sévèrement leurs libertés fondamentales. Certains individus, comme l'animateur André Pitre de la Chaine YouTube le Studio, affirment qu'ils sont en « guerre » contre ces restrictions. Les théories du chaos proviennent principalement du mouvement survivaliste qui est constitué d'une constellation hétéroclite d'individus qui attendent, et surtout se préparent, depuis longtemps à un effondrement civilisationnel (Geoffroy, 2019) qu'ils désignent souvent comme un « bris de normalité ». Finalement, les théories religieuses proviennent de groupes religieux qui perçoivent souvent les gouvernements et les institutions sociales comme étant « sataniques » parce qu'ils sont séculiers et que les droits de Dieu devraient passer avant les droits humains. C'est le cas de certains intégristes catholiques comme la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X. Plusieurs groupes religieux refusent toutes formes de vaccination parce qu'ils sont convaincus que seul Dieu peut les guérir, notamment La Mission de l'Esprit-Saint. En bref, toutes ces hypothèses font concurrence à la version officielle des événements sur le marché des idées.

Ce qui est important pour les individus qui adhèrent aux théories du complot, ce ne sont pas les faits, mais l'intérêt du récit et sa visibilité sur les réseaux sociaux. Le confinement fait tristement la démonstration que les professeurs ne sont pas très présents sur les réseaux sociaux et, surtout, qu'ils ne possèdent pas pour la plupart les connaissances et les outils nécessaires pour concurrencer les complotistes sur le marché virtuel des idées. En raison aussi du confinement qui augmente le temps d'exposition des jeunes aux réseaux sociaux, nous pouvons déjà constater que la pandémie amplifie la diffusion des théories de la conspiration. Plus largement, on pouvait déjà observer la présence accrue des théories de la conspiration sur les réseaux sociaux avant la pandémie, à cause de la dérégulation du marché des idées. Le théorème de la crédulité (Bronner, 2013) indique que plus le nombre d'informations qui ne sont pas sélectionnées par des autorités ou des experts est important dans l'espace social, plus la crédulité a tendance à se propager. Les jeunes cégépiens s'informent presque exclusivement sur les grands réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.) et, bien que ces derniers possèdent certaines règles de fonctionnement, l'information qui y circule est peu régulée, encore moins vérifiée. Elle relève, la plupart du temps, de l'opinion individuelle de militants qui réussissent à s'imposer grâce à une présence constante en ligne. Cette présence constante fait en sorte que les théories de la conspiration concernant la COVID-19 et la gestion gouvernementale de la pandémie migrent présentement de certains réseaux sociaux plus obscurs vers la population générale.

Dans un contexte de confinement, la présence accrue d'intervenants des réseaux éducatifs en ligne qui soient capables de comprendre et de vulgariser, au profit des étudiants et du grand public, les analyses scientifiques sur la construction de ces discours est devenue impérative. Nous formulons en effet comme hypothèse de recherche qu'il est possible de réduire l'adhésion des jeunes à ces discours en leur démontrant comment ceux-ci se sont construits (identification des origines et des buts cachés) et en les déconstruisant méthodiquement avec eux. Il en découlera une prise de conscience des biais cognitifs, c'est-à-dire des formes de pensée qui dévient de la pensée logique ou rationnelle et qui ont tendance à être systématiquement utilisées dans diverses situations. L'éducation aux biais cognitifs a déjà été testée en

France avec un certain succès dans le cadre du Centre de prévention, d'insertion et de citoyenneté de Pontourny (Bronner, 2019). La population étudiante visée dans la présente étude se distingue toutefois de celle des ex-djihadistes, plus difficiles à contacter, dans l'étude de Bronner.

La phase 1 de ce projet de recherche vise à étudier les processus de construction des différents discours conspirationnistes autour de la COVID-19, grâce à une veille et à une analyse de contenu des communications en ligne produites par les influenceurs des réseaux conspirationnistes. Nous utiliserons aussi la banque de données sur les groupes d'extrême-droite que le CEFIR développe.

Notre partenaire, la Fédération des cégeps, représente les 48 cégeps, fait leur promotion, défend leurs intérêts, soutient leur développement, suscite leur concertation et met à leur disposition des services et des conseils, afin de les appuyer dans la réalisation de leur mission éducative. Elle s'engage à faire la diffusion et la promotion des résultats de cette recherche à travers le réseau des cégeps du Québec.

## **Incidence**

Cette recherche permettra de mettre en place, en concertation avec nos partenaires, une approche éducative innovante dans le réseau collégial pour réduire la présence des théories de la conspiration dans nos institutions. Il est important de remettre en question les idées complotistes sur la COVID-19, sachant que, par exemple, elles peuvent entraîner le refus de la vaccination chez certains individus. Elle permettra aussi à nos étudiants de développer une compétence transversale précieuse, celle de la pensée analytique, utile pour faire face à tout un courant d'idées conspirationnistes qui circulent sur le Web et qui dépassent le cadre de la pandémie. Des recherches récentes ont montré que la maîtrise de la pensée analytique, à laquelle contribuera cette approche éducative innovante, réduit les croyances dans les théories de la conspiration (Swami, 2014).

Les processus de radicalisation auxquels peuvent mener la croyance dans des théories de la conspiration ont fait l'objet d'études de plus en plus nombreuses et détaillées à l'échelle du monde occidental, mais encore très peu de projets ont abordé la réalité québécoise de façon spécifique, encore moins dans le contexte d'une pandémie comme celle de la COVID-19. Ce projet permettra de combler cette lacune, par une étude qui prendra en compte les réalités du paysage des médias « alternatifs » québécois, dans le contexte particulier de la COVID-19, et qui s'intéressera à une population particulièrement vulnérable aux discours conspirationnistes, soit les étudiant-e-s collégiaux.

Les chercheurs de ce projet sont rattachés au Centre d'expertise et de formation sur les intégrismes religieux, les idéologies politiques et la radicalisation (CEFIR) du cégep Édouard-Monpétit. L'insertion dans un réseau collégial - à la fois unique au Québec et regroupant les populations cibles des groupes conspirationnistes - facilitera la mise en place de mesures de prévention en phase avec le milieu. Cette démarche préventive étant au cœur du projet du CEFIR, ses membres pourront, dès l'obtention des résultats, entamer la formation des acteurs et décideurs quant aux démarches à privilégier pour prévenir l'adhésion aux idées complotistes dans le contexte de la pandémie de la COVID-19. Les résultats de cette recherche feront l'objet d'au moins une communication scientifique, d'un article scientifique et d'un article de vulgarisation, en plus de mettre des outils à la disposition du réseau collégial.

## **Expertise de l'équipe**

Le CEFIR constitue un cadre idéal pour mener à bien ce projet, car ce centre rassemble des chercheurs de pointe sur les questions d'extrême-droite et de radicalisation au Québec, ainsi que sur l'étude des médias, ce qui permettra d'asseoir la recherche sur des bases solides assurées par une expertise démontrée. En particulier, le directeur et chercheur principal de ce projet, Martin Geoffroy, possède une excellente connaissance en sociologie des médias alternatifs et a précédemment mené des recherches novatrices dans le domaine des intégrismes religieux et de la radicalisation au Québec, financés par le Fonds d'innovation sociale pour les collèges et la communauté du CRSH (2016-2020). De plus, il est présentement le chercheur principal d'un projet de recherche sur l'extrême-droite au Québec financé par Sécurité Publique Canada (2019-2022). Son équipe de recherche sera constituée de Frédérick Nadeau, un chercheur postdoctoral (CRSH) qui travaille sur les mouvements anti-autorité présentement au CEFIR pour deux ans (2020-2022). Pour éventuellement développer des outils pédagogiques pour le réseau collégial et le grand public, plusieurs professeurs provenant des cégeps partenaires du CEFIR vont venir s'intégrer à l'équipe : Isabelle Giannarelli du Cégep de Saint-Hyacinthe, Steve Medeiros du Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu, Sophie Benoît du Collège Militaire royal de St-Jean et Isabelle Vachon et Alexia Marucchi Foino du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue. Le cégep de l'Abitibi-Témiscamingue s'est engagé à dégager leurs professeurs pour la durée du projet à la hauteur de 0.2 ETC annuellement pour effectuer les travaux de recherche et construire les formations. Ils vont être impliqués dans la diffusion et la rédaction du rapport et gérer la recherche localement.

Frédéric Boily, professeur de science politique à l'Université de l'Alberta, sera chercheur en résidence au CEFIR à l'hiver 2020. Il participera à la rédaction du rapport à titre de co-chercheur.